

AKTUELL

ÖKOSTROM

Doppelte Empfehlung

Raymond Klein

Welche Stromangebote wirklich umweltfreundlich und nachhaltig sind, dazu haben Mouvement écologique und Greenpeace eine klare Meinung.

Dass Mouvement écologique und Greenpeace eine gemeinsame Pressekonferenz organisieren, kommt nicht so häufig vor. Jene vom vergangenen Montag war aber eine Premiere, denn als zusätzlicher Partner saß EuroSolar, der Verein zur Förderung erneuerbarer Energien in Luxemburg, mit am Tisch. Thema war die durch die europäische Stromliberalisierung eröffnete Möglichkeit, seinen Elektrizitätslieferanten frei zu wählen. Weil es keine einheitliche Definition gibt, was grüner Strom ist, haben die drei NGOs gemeinsam Kriterien ausgearbeitet, nach denen sie die Luxemburger Angebote bewerten und den KundInnen eine Entscheidungshilfe bieten.

Am wichtigsten ist natürlich die Qualität der erneuerbaren Energiequellen. Dabei kann sich vor allem Biomasse als unnachhaltig entpuppen, zum Beispiel, wenn für ihre Gewinnung Wälder zerstört werden. Bis zu 50 Prozent Strom aus fossilen Quellen wird toleriert, wenn er in hocheffizienten Kraft-Wärme-Kopplungs-Anlagen produziert wird. Elektrizität aus der Twinerg-Gasturbine, wie sie vom Escher Stadtwerk angeboten wird, erfüllt diese Bedingung zurzeit nicht.

Am zweiten Kriterium scheitert der 100-Prozent-Wasserkraft-Strom der Merscher Firma Electris. Ein „zusätzlicher Umweltnutzen“ müsse gegeben sein, meinen die Umwelt-NGOs. Das sei bei den jahrzehntealten Wasserkraftwerken, die Electris nutzt, nicht der Fall. Andere Angebote, wie „Nova Naturstrom“, garantieren, dass regelmäßig in neue Kraftwerke investiert wird - dieser Strom stammt integral

aus Anlagen, die jünger als fünf Jahre sind.

Des weiteren fordern die drei NGOs eine unabhängige Kontrolle, eine Energie-Einspar-Beratung der Kunden und eine nachhaltige Geschäftspolitik der Stromproduzenten und Stromlieferanten. Am Ende bleiben von den zwölf untersuchten Angeboten nur noch zwei übrig: „Nova Naturstrom“ von Cegedel und „eida.green“ der Firma „Eida“.

Schaut man sich die Bewertung im Detail an, so ähnelt sie jener, die die woxx in der Ökofoire-Nummer vor zwei Monaten erstellt hatte. Allerdings erscheint die ausdrückliche Doppel-Empfehlung der NGOs etwas willkürlich - die woxx hatte angesichts der Vielschichtigkeit des Themas, auf eindeutige Empfehlungen verzichtet.

Inkonsequente Bewertung

Wenn nämlich die Geschäftspolitik eines der Kriterien ist, dann hätte das „Nova Naturstrom“-Angebot durchfallen müssen. Zwar ist die deutsche Herstellerfirma „Greenpeace electricity“ durch und durch grün, doch der luxemburgische Weiterverkäufer Cegedel handelt ansonsten vor

allem mit Strom aus fossilen Quellen. Sogar in ein neues Kohlekraftwerk will die Firma investieren - wogegen Greenpeace Luxemburg vor ein paar Wochen Sturm lief. Obwohl auch für Greenpeace „das grünste der grünen Produkte“ Eida ist, weigerte sich die NGO vermutlich, eine gemeinsame Empfehlung mitzutragen, bei der das „Nova“-Produkt außen vor bliebe.

Leider ging dieser Deal auf Kosten anderer, durchaus interessanter Angebote. Vor allem der atomfreie Standardstrom der Stadt Esch hat viele Qualitäten, und wird demnächst dank der Twinerg-Wärmeauskopplung noch „grüner“. Doch auch der zu zwei Dritteln grüne und zu einem Drittel „schmutzige“ Strom der Stadt Luxemburg steht für eine viel größere Nachfragevolumen an Ökostrom, als es durch die paar Tausend „Nova“- und „Eida“-KundInnen erreicht wird. Führt man solche Überlegungen zu Ende, dann erscheint einem die Idee des „Wandels durch Handel“ in Sachen Elektrizitätswirtschaft zweifelhaft. Doch die Stromliberalisierung an sich in Frage zu stellen, das war nicht Thema der Pressekonferenz.

Kriterien und Bewertung: www.oeko.lu

CUBA

Rénovations révolutionnaires

Entretien : Luc Caregari

Anne Delstanche du département de sociologie du travail à l'ULB, est aussi cinéaste par passion. A ce titre, elle a fait un documentaire sur la capitale cubaine intitulé « La Havane : L'utopie en construction ». Lundi dernier elle était au Casino syndical pour présenter le film lors de la « Semaine cubaine ».

woxx : Quel était le déclic pour faire ce film, surtout pour vous qui n'êtes pas cinéaste à la base ?

Anne Delstanche : Le film en tant que moyen d'expression est quelque chose qui m'a toujours fasciné. Etant plus jeune, j'avais abandonné des études de cinéaste et comme cela, sur mes vieux jours, je renoue avec le passé. Et puis, pour la Havane : cela me faisait trop mal de voir cette vieille ville se désintégrer et tomber totalement en ruine. Mais, je ne voyais pas de solution pour un projet de rénovation

qui coûterait beaucoup d'argent, dans un pays qui en a si peu. J'étais un peu désespérée, jusqu'au jour où j'ai vu qu'effectivement ils avaient commencé à prendre cela en main. J'ai suivi le projet de très près et quand il était bien avancé, j'ai demandé au directeur du projet de venir tenir une conférence à Bruxelles en 2003.

Que vous avez filmée ?

Oui, j'ai filmé cette conférence avec une arrière-pensée, mais sans avoir vraiment de projet cinématographique. Celui-ci a été conçu sur la conférence.

Pensez-vous que le modèle de rénovation solidaire d'une ville pourrait fonctionner en Europe ?

A mon avis, ce serait très difficile dans la mesure où il y a chez nous un problème de spéculation qui n'existe

pas là-bas. Ici on devrait racheter les terrains à des sommes folles, alors qu'à Cuba ils sont beaucoup plus libres de faire les travaux comme ils l'entendent.

Le bureau de l'historien - qui est en charge des travaux de rénovation - dispose d'une énorme autonomie. Qu'en pensez-vous le gouvernement ? Et Fidel ?

Le gouvernement lui a accordé cette autonomie, cela veut dire qu'il est positif et partant dans le projet. Qui plus est : il lui a donné l'autonomie en pleine période de crise - après la fin de l'Union soviétique - où l'on ne voyait plus comment continuer à entretenir les bâtiments. A ce moment-là ils ont décidé d'utiliser le tourisme pour faire rentrer l'argent qui devait servir à rénover la ville. Ils ont donc commencé par rénover les hôtels. Quand les personnes de l'extérieur sont venues pour dépenser leurs sous, ils ont investi l'argent ainsi récolté dans des projets sociaux, des projets architecturaux et petit à petit ils ont agrandi le projet.

C'est-à-dire que La Havane est sauvée par une petite ouverture au capitalisme ?

Je ne sais pas si c'est aussi simple que cela. On a beaucoup tendance à parler de communisme et de capitalisme. C'est vrai que Cuba connaît une certaine forme de socialisme, mais je pense qu'avant tout qu'ils sont très pragmatiques et essaient de s'en sortir, tout en gardant une certaine justice sociale. Malgré tout, à Cuba, de grosses erreurs se sont passées et se passent encore aujourd'hui. Cela reste tout de même un pays qui a réussi à échapper à certains schémas, par exemple à ceux des voisins de la Russie. Ils sont assez ouverts, et il y a toujours eu quand même une certaine discussion interne qui a fait que le pays n'a jamais été aussi fermé que d'autres.

Vous pensez que le modèle établi par le bureau de l'historien peut survivre au régime de Fidel Castro ?

Je crains très fort que non. Si le régime change et qu'on arrive vraiment à un gouvernement dans le style pro-américain, à mon avis on va vouloir détruire tous ces édifices et on verra un Manhattan tropical se construire.

Plus d'infos : <http://habana.skynetblogs.be/>